

Vidéo : Mbonimpa raconte la tentative d'assassinat contre sa personne

@rib News, 04/11/2015 – Source EHAHRDP Les voix qui refusent de se taire : Pierre Claver Mbonimpa s'exprime sur le Burundi Pierre Claver Mbonimpa, éminent défenseur des droits de l'homme burundais, raconte la tentative d'assassinat contre sa personne, et parle des dangers auxquels les activistes font face au Burundi.

Le 3 août 2015, Pierre Claver Mbonimpa a été atteint par balles au visage et au cou, alors qu'il rentrait chez lui en voiture du bureau. Il a survécu à l'attaque, et vit maintenant à l'étranger. Pierre Claver Mbonimpa est le président de l'Association pour la Protection des Droits Humains et des Personnes Détenues (APRODH), une organisation qui fournit une assistance importante aux détenus et aux victimes de violations de droits de l'homme, telles que la torture et la violence sexuelle. Son dévouement envers les plus vulnérables au Burundi lui a apporté une grande reconnaissance internationale. Le 27 octobre 2015, il a reçu le prix du Bouclier du Défenseur des Droits de l'Homme de la Corne et de l'Est de l'Afrique 2015, qui lui a été décerné par le Réseau Pan Africain des Défenseurs des Droits de l'Homme pour son courage et son franc-parler au sein de la société civile burundaise, il a fait l'objet de nombreuses menaces et de harcèlement en réponse à son travail. En mai 2014, après avoir fait des commentaires sur les ondes d'une radio indépendante, il a été emprisonné et accusé de constituer une menace pour la sécurité de l'Etat. Il fut libéré quatre mois plus tard pour des raisons médicales. En avril 2015, il a été arrêté à nouveau par les services de sécurité burundais et libéré le lendemain. En avril 2015, le président Nkurunziza a annoncé son intention de briguer un troisième mandat, une décision critiquée par l'opposition politique et la société civile burundaises qui la considéraient comme une violation de la Constitution du Burundi et des accords de paix. Les manifestations qui ont suivi étaient majoritairement dans la capitale, Bujumbura. Suite à une tentative de coup d'État le 13 mai 2015, les tensions au Burundi ont atteint un nouveau seuil: les radios privées ont été fermées par les autorités, et de nombreux défenseurs de droits de l'homme et journalistes ont dû fuir le pays. Le contexte sécuritaire de plus en plus volatile a sérieusement entravé le travail des défenseurs des droits de l'homme au Burundi. Le 28 septembre, le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Zeid Ra'ad Al Hussein, s'est inquiété d'une «augmentation alarmante du nombre d'arrestations de meurtres au Burundi.»